



PREFET DE VAUCLUSE

Direction départementale
de la protection des populations
Service prévention des risques techniques
Affaire suivie par : Isabelle ABBATE
Téléphone : 04 88 17 88 84
Télécopie : 04 88 17 88 99
Courriel : isabelle.abbate@vaucluse.gouv.fr

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL

Du 22 JUIN 2015

**mettant en demeure la société ARROW à SORGUES
de respecter
l'article 7.3.2 de l'arrêté préfectoral du 3 janvier 2008**

**LE PRÉFET DE VAUCLUSE
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE**

- VU** le code de l'Environnement, et notamment son article L. 171-8 ;
- VU** le décret du 11 février 2015, publié au Journal officiel de la République Française le 13 février 2015 portant nomination de M. Bernard GONZALEZ, en qualité de préfet de Vaucluse ;
- VU** l'arrêté préfectoral n°SI 2008-01-03-0020-PREF du 3 janvier 2008 autorisant la société PROLOGIS France LXXXII Eurl à exploiter une plate-forme logistique sur le territoire de la commune de Sorgues ;
- VU** les arrêtés préfectoraux complémentaires des 5 janvier 2011 et 4 décembre 2012 modifiant l'arrêté du 3 janvier 2008 autorisant la société PROLOGIS France LXXXII Eurl à exploiter une plate-forme logistique sur le territoire de la commune de Sorgues ;
- VU** l'arrêté préfectoral n° 2015061-0001 du 2 mars 2015, donnant délégation de signature à Mme Martine CLAVEL, secrétaire générale de la préfecture de Vaucluse ;
- VU** le récépissé de changement d'exploitant de la société PROLOGIS France LXXXII Eurl à la société ARROW Avignon Eurl en date du 18 avril 2013 ;
- VU** le courrier de la société ARROW adressé à la DREAL le 13 janvier 2014 ;

VU le rapport de l'inspection des installations classées du 18 mai 2015 ;

VU le courrier de l'inspecteur de l'environnement du 18 mai 2015 transmettant à l'exploitant, la copie de son rapport conformément aux articles L 514-5 et L 171-6 du code de l'environnement,

CONSIDÉRANT que l'exploitant doit prendre les dispositions nécessaires au contrôle des accès, ainsi qu'à la connaissance permanente des personnes présentes dans l'établissement ;

CONSIDÉRANT que par courrier du 13 janvier 2014 l'exploitant s'était engagé à transmettre sous un délai de 3 mois une étude sur les accès au site ;

CONSIDÉRANT que cette étude n'a pas été adressée à l'administration et que lors de l'inspection du 27 mars 2015 le contrôle des accès n'était toujours pas possible ;

CONSIDÉRANT qu'ainsi la Société ARROW ne respecte pas l'article 7.3.2 de l'arrêté préfectoral du 3 janvier 2008 ;

CONSIDÉRANT que le non-respect de ces prescriptions par la société ARROW est de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L511-1 du code de l'environnement ;

SUR proposition de madame la directrice départementale de la protection des populations de Vaucluse,

AR R E T E

ARTICLE 1

La Société ARROW, ci-après nommée exploitant, sise 10 rue du Colisée à PARIS (75008) est mise en demeure pour ses installations situées sur la commune de SORGUES, de respecter l'article 7.3.2 de l'arrêté préfectoral du 3 janvier 2008 sous un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté.

ARTICLE 2

Faute pour l'exploitant de se conformer aux dispositions de la présente mise en demeure, il sera fait application, indépendamment des poursuites pénales encourues, des sanctions prévues par l'article L 171-8 du code de l'environnement.

ARTICLE 3

La présente décision peut être déférée au tribunal administratif de Nîmes dans les conditions fixées aux articles L. 514-6 et R. 514-3-1 du titre I^{er} du livre V du code de l'environnement, relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement. Le texte de ces articles est annexé au présent arrêté.

ARTICLE 4

La Secrétaire générale de la préfecture de Vaucluse, la directrice départementale de la protection des populations, le maire de Sorgues, la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement, le colonel, commandant le groupement de gendarmerie de Vaucluse, sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant.

Avignon, le 22 JUIN 2015

Pour le préfet,
La secrétaire générale,



Martine CLAVEL

ANNEXE

Article L514-6

- Modifié par Ordonnance n°2012-34 du 11 janvier 2012 - art. 13

I.-Les décisions prises en application des articles L. 171-7, L. 171-8 et L. 171-10, L. 512-1, L. 512-3, L. 512-7-3 et L. 512-7-5, L. 512-8, L. 512-12, L. 512-13, L. 512-20, L. 513-1, L. 514-4, du I de l'article L. 515-13 et de l'article L. 516-1 sont soumises à un contentieux de pleine juridiction.

Un décret en Conseil d'Etat précise les délais dans lesquels ces décisions peuvent être déférées à la juridiction administrative.

II.-supprimé

III. — Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'acte portant autorisation ou enregistrement de cette installation ou atteignant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

IV.-Le permis de construire et l'acte de vente, à des tiers, de biens fonciers et immobiliers doivent, le cas échéant, mentionner explicitement les servitudes afférentes instituées en application de l'article L. 111-1-3 du code de l'urbanisme.

Article R514-3-1

- Créé par Décret n°2010-1701 du 30 décembre 2010 - art. 2

Sans préjudice de l'application des articles L. 515-27 et L. 553-4, les décisions mentionnées au I de l'article L. 514-6 et aux articles L. 211-6, L. 214-10 et L. 216-2 peuvent être déférées à la juridiction administrative :

-par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de ces décisions. Toutefois, si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue six mois après la publication ou l'affichage de ces décisions, le délai de recours continue à courir jusqu'à l'expiration d'une période de six mois après cette mise en service ;

-par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée